

Brexit, l'Apocalypse ?

Xavier Dupret

Août 2016

10.500 signes

Que l'on regrette, ou non, la décision prise, le plus démocratiquement du monde, par le peuple britannique à l'occasion du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne du 23 juin 2016, force est de constater que le résultat de ce vote, négatif pour les élites, est pointé aujourd'hui comme un facteur de déstabilisation de l'économie mondiale. Il faut déconstruire ce discours.

L'économie mondiale est prise dans l'étau de facteurs structurels dont l'existence remonte à une époque bien antérieure au Brexit. Non sans intentions polémiques, on se demandera si, dans le fond, la fonction du discours faisant reposer l'état chaotique de l'économie mondiale sur les errements supposés du peuple britannique n'a pas, in fine, pour vocation de diffuser l'idée, fort peu démocratique, au demeurant, qu'il vaut mieux pour l'avenir de la planète que le *vulgus pecum* ne s'occupe pas trop d'économie.

Le monde va changer de base

Au rayon « la fin du monde est proche », le FMI a, il y a peu, fait fort en revoyant ses statistiques de croissance mondiale à la baisse. Les « bréxiteurs » fous auraient donc déstabilisé le capitalisme mondialisé qui, comme chacun le sait, se porte si bien depuis l'été 2007. Moins ironiquement, on reprendra les éléments de discussion, sinon de discernement, proposés par le FMI dans son dernier report sur l'économie mondiale.

Et on verra que d'après le FMI, l'économie mondiale post-brexit devrait croître de 3,1% en 2016 et de 3,4% en 2017 contre 3,2% et 3,5%¹ d'après une prévision plus ancienne datant du mois d'avril. On remarquera que les économies britannique et européenne seront les plus impactées par la décélération de l'économie mondiale. Et c'est ici qu'on s'interrogera. Le Brexit apporte-t-il une modification substantielle aux données de base caractérisant l'économie européenne ? La réponse est non.

Et cela, c'est ce sont les économistes du FMI himself qui le disent lorsque ces derniers en viennent à critiquer le néolibéralisme et son objectif de réduction de la taille de l'Etat. Une des manières de parvenir à cet objectif consiste en l'institutionnalisation de contraintes en matière de dépenses publiques passant par des limites en matière de déficits et ce faisant, sur la capacité des gouvernements à s'endetter. L'histoire économique récente offre de nombreux exemples de telles limitations telles que le critère de 60% d'endettement public maximal fixé par le traité de Maastricht pour rejoindre la zone euro. Or, «le besoin d'une consolidation de nature fiscale dans certains pays ne signifie pas qu'un objectif similaire doive être poursuivi

¹ IMF, World economic outlook, juillet 2016 et IMF, World economic outlook, avril 2016.

dans tous les pays d'une union monétaire. (...). Les marchés estiment hautement improbable une crise de la dette dans le cas de pays qui présentent une tradition de politiques fiscales cohérentes ».²

En la matière, les obsessions austéritaires de la Commission européenne ne sont pas sans réserver de bien désagréables surprises. En voici une parmi tant d'autres. Le site de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) constitue, à ce sujet, une précieuse mine d'informations. On sera surpris d'apprendre que le Luxembourg met en œuvre un programme d'austérité. A priori, rien ne justifie que notre petit voisin adopte de telles mesures. La dette publique en pourcentage du PIB s'y élève à 21% du PIB.

C'est-à-dire tout sauf une situation problématique au regard des critères de Maastricht. Pourtant, le Grand-Duché applique, depuis 2010, un programme de rabotage drastique des prestations sociales. Les allocations familiales et la prime pour les enfants à partir de 21 ans ont été supprimées et remplacées par un système de bourses et d'emprunts pour les étudiants. Ces mesures concernent également, et sans exceptions, les jeunes gens fréquentant l'école secondaire. Par ailleurs, le gouvernement grand-ducal se montre désireux de geler les niveaux des pensions jusqu'à 2014. De même, des coupes sont signalées dans les services et les investissements publics.³ Cette situation absurde a déjà été dénoncée dans un passé récent par le FMI lui-même.

FMI, officine bolchévique ?

Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, l'a admis, sans ambages, au début de l'année 2013. Le FMI se serait, d'après son *chief economist*, trompé quant aux incidences économiques de l'austérité. Le fond du problème résiderait dans la sous-estimation systématique de l'action de l'Etat sur l'économie par les spécialistes du FMI. Tenant pour acquis que l'action de l'Etat sur l'économie était négligeable, voire, dans certains cas, dangereuse, les économistes du FMI ont profondément sous-estimé l'effet déprimant des coupes budgétaires sur les pays les plus touchés par la crise de la dette en Europe (Grèce, Espagne, Irlande, Portugal). Et Olivier Blanchard d'établir, dans un rapport qui, gageons-le, fera date, que les prévisionnistes du FMI ont « lourdement sous-estimé l'augmentation du chômage et le déclin tant de la consommation privée résultant de l'application de politiques d'austérité ».⁴

Les observations de Blanchard se basent sur le concept de multiplicateur. En économie, un multiplicateur désigne le cas de figure dans laquelle la modification d'une variable économique entraîne une modification plus que proportionnelle, à la hausse comme à la baisse, d'une autre variable. Les modèles du FMI étaient basés sur une hypothèse établissant uniformément (et arbitrairement ?) le multiplicateur du budget de l'Etat à 0,5. Si l'on suit

² Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani, and Davide Furceri, Neoliberalism: Oversold?, FINANCE & DEVELOPMENT, June 2016, Vol. 53, No. 2, p.40.

³ Confédération Européenne des Syndicats, Politiques économiques et de l'emploi - Europe 2020 / Focus : Crise économique et sociale / Non à l'Austérité. URL : <http://www.etuc.org>.

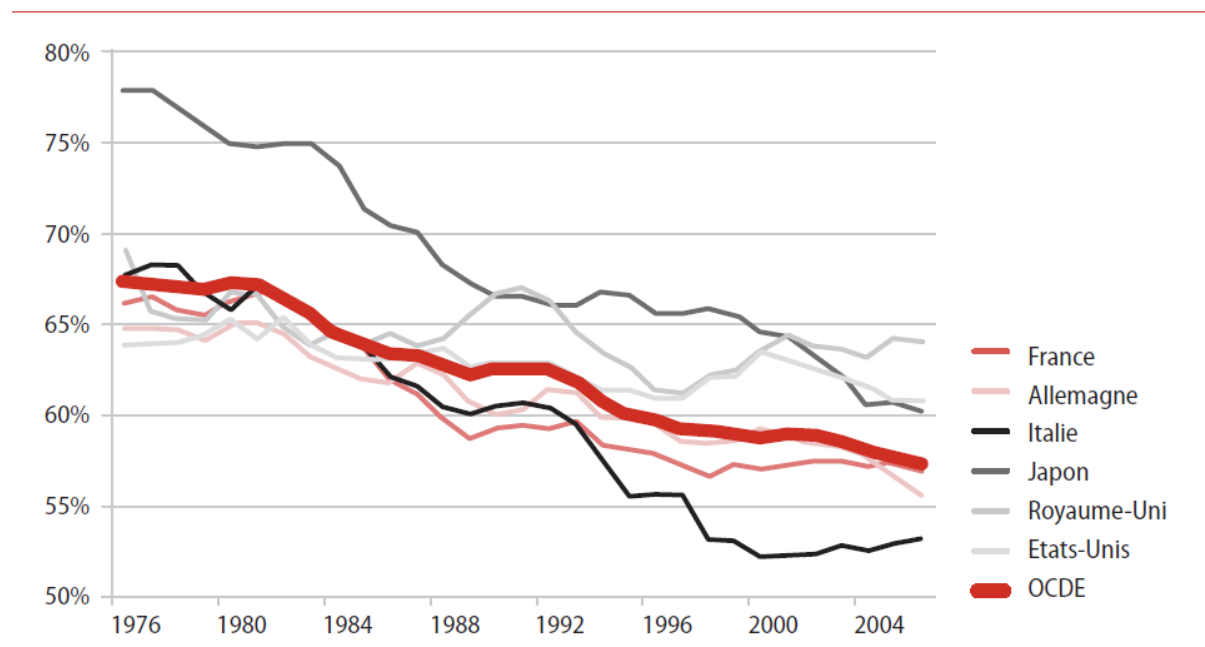
⁴ BLANCHARD Olivier et LEIGH Daniel, Growth forecasts errors and fiscal multipliers, FMI, IMF working paper, WP/13/1, janvier 2013, p.5.

cette hypothèse, en retranchant 4 milliards d'euros du budget de l'Etat, il en résulte une réduction du Produit Intérieur Brut (PIB) de 2 milliards. On remarquera, au passage, le dogmatisme de cette hypothèse. Le comportement des multiplicateurs budgétaires varie, en réalité, en fonction de la conjoncture économique. Les politiques de consolidation budgétaire s'avèrent particulièrement problématiques, voire carrément nocives, lorsqu'une économie est à l'arrêt. Les scénarii de consolidation n'ont, dès lors, de sens que dans des périodes de reprise économique. C'est donc fondamentalement à l'aune de la croissance que l'on doit évaluer les programmes d'austérité. Deux chercheurs de l'Université de Berkeley, Alan Auerbach et Yuriy Gorodnichenko, ont démontré, il y a quelques années déjà, qu'une contraction de la dépense publique engendre, en retour, une contraction de l'activité économique quatre fois supérieure en période de faible croissance qu'en période de haute conjoncture.⁵ Bref, l'austérité, c'est (très) mauvais en période de crise. Le plus « drôle » dans l'histoire, c'est que tout le monde le sait depuis des années. Et la mise en œuvre des politiques d'austérité sur le Vieux continent est bien antérieure au Brexit. Le rappel de ce petit fait tout simple devrait inciter à relativiser l'impact du Brexit sur la croissance structurellement déprimée en Europe.

Planète Brexit...

Quant à attribuer une influence à ce point fondamentale au Brexit pour ce qui est des cahots de l'économie mondiale, on proposera de prendre un peu de recul en rappelant une donnée qui échappe de moins en moins aux observateurs, même lorsqu'il leur arrive, pour le surplus, de travailler dans des lieux plutôt mainstream comme l'OCDE. En l'occurrence, la tendance à la baisse des salaires au sein des PIB à l'échelle mondiale.

Part des salaires dans la valeur ajoutée (PIB) pays de l'OCDE (1976/ 2006)

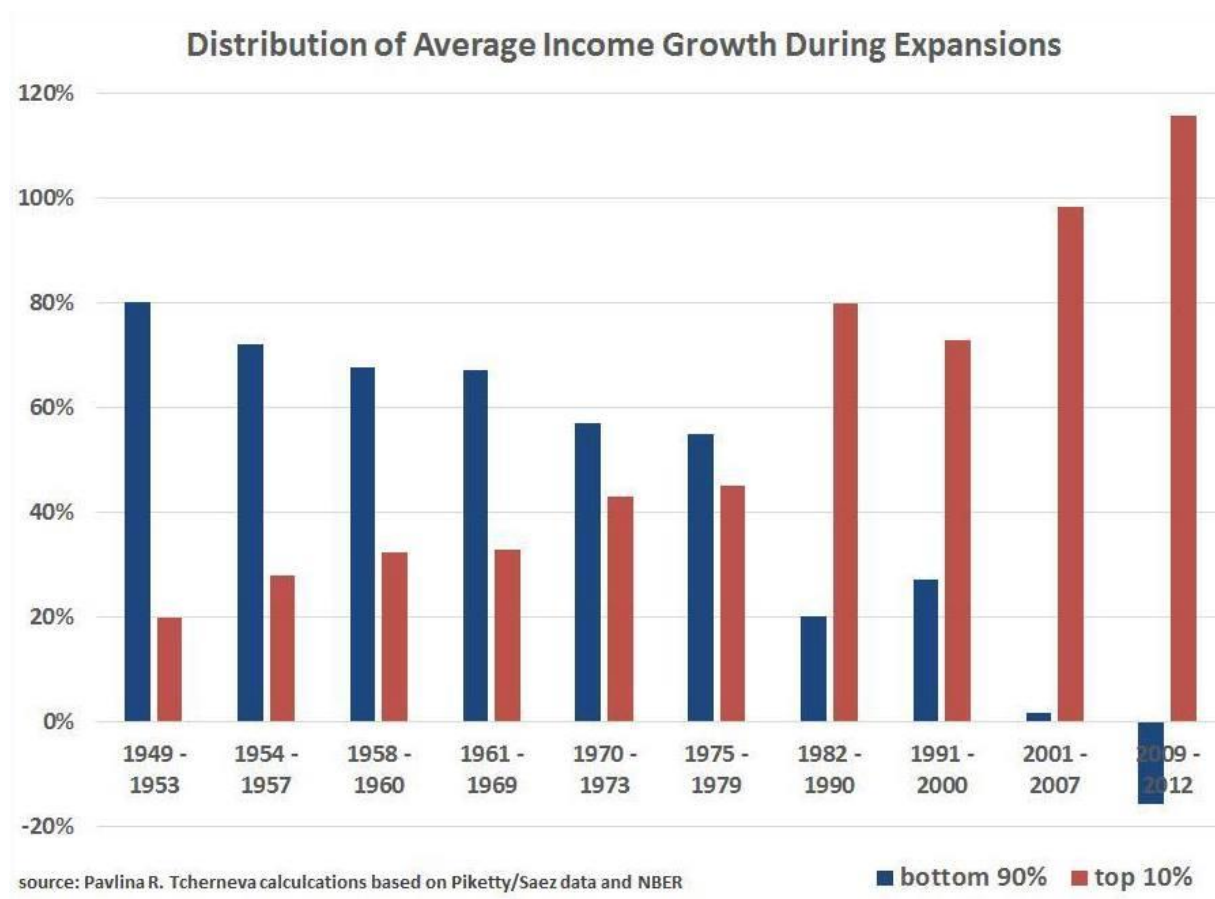


Source : OCDE, 2006.

⁵ AUERBACH Alan J. et GORODNICHENKO Yuriy, Measuring the Output Responses to Fiscal Policy, NBER Working Paper n°16311, National Bureau of Economic Research, Cambridge, août 2010.

Et partant, une plus petite part pour les revenus du travail. Ce dont témoigne le graphique plus haut. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la part des salaires représentait 68% du PIB en 1976 contre 60% en 2004.

L'existence d'une masse importante de capitaux, puisque ce qui ne va pas au travail profite directement au capital, couplée avec les possibilités de circulation qui lui ont été offertes suite à la libéralisation financière des années 70-80, a profondément modifié les rapports de production à l'échelle du monde entier. Jusqu'au milieu des années 2000, le développement du crédit a permis de financer un double mouvement cumulant une extraction croissante de valeur en provenance de nouvelles zones d'industrialisation (à commencer par la Chine) et, à titre de débouchés pour ces dernières, le développement de la consommation à crédit par les ménages des nations développées. A ce sujet, un bon graphique vaut mieux qu'un long discours. Le graphique qui suit détaille l'évolution, durant les périodes d'expansion économique, de la répartition des fruits de la croissance aux Etats-Unis depuis 1949.



Entre 1949 et 1979, les 90% les plus pauvres de la population US ont toujours bénéficié de la part la plus importante des fruits de la croissance. Cependant, cette part est allée décroissante avec le temps. Elle passe de 80% dans les années 50 à 60% durant la seconde moitié des années 70. Les années 80 (les années du « néolibéralisme » triomphant) ont vu les fruits de la croissance être accaparés par le décile (les 10%) le plus riche de la population américaine. Une légère amélioration est à signaler lors de la phase expansive allant de 1991 à 1997. La situation s'aggrave à partir de 2001. Entre 2001 et 2007, les revenus de la plus grande partie

de la population stagnent alors que le décile le plus favorisé pompe la quasi-totalité des fruits de la croissance. Entre 2009 et 2012, les revenus et le patrimoine de la majorité de la population diminuent en dépit du contexte de croissance tandis que le « top ten » de la population américaine voit ses revenus progresser, comme ce ne fut jamais le cas depuis 1945.

En réalité, le modèle d'accumulation via la facilitation de l'octroi du crédit est clairement devenu impraticable depuis une petite dizaine d'années. C'est la conclusion à laquelle doit logiquement conduire toute tentative d'explication de la survenance de la crise de 2007-2008. La baisse de la part des salaires et la perte de pouvoir d'achat de la classe moyenne dans les nations développées constituent des données bien antérieures au Brexit. A une vérité plate et ténue, Pouchkine confessait préférer un mensonge exaltant. Le Brexit prouve peut-être que ce n'est plus ainsi que l'on pourra tenir les peuples de nos jours...